Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Il-faut-poursuivre-ce-combat

Il faut poursuivre ce combat ensemble

- Vie politique - Luttes et résistances -



Date de mise en ligne : samedi 3 octobre 2009

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

A Vénissieux, on compte plus de 3000 votants et le Non à la privatisation de la Poste est plébiscité à 97,45% !

Lieux de votes	Votants	Non voix : %	Oui : voix : %	Nul : voix : %
Organisés par la mairie	750	745 : 99,33%	2 : 0,2%	3 : 0,4%
organisée par la CGT dans 9 entreprises	952	900 : 94,53%	42 : 4,41%	10 : 1,05%
organisée par les partis politiques et les forces progressistes	1357	1336 : 98,45%	9 : 0,6%	12 : 0,8%
Total	**3059**	**2981 : 97,45%**	**53 : 1,7%**	**25**

Déclaration de Michèle Picard, maire de Vénissieux

Votation citoyenne

Samedi 3 octobre 2009

Le résultat est sans appel. Vénissieux a voté massivement, « citoyennement » et quasi unanimement contre la privatisation de La Poste imposée au forceps par l'Europe libérale de Barroso et par la droite Versaillaise de Nicolas Sarkozy.
<a href="sites/levenissian.fr/IMG/jpg/031020091234.jpg" type="image/jpeg">



Pour une votation citoyenne, donc sans campagne officielle, et malgré une volonté de l'Etat de museler l'expression populaire, la mobilisation des Vénissians, des salariés et des citoyens, est remarquable et très encourageante !

Nous demandons solennellement au gouvernement Fillon le retrait pur et simple de ce projet de loi de privatisation de la Poste ! Et ce ne sont pas les boniments des Ministres sur les subtilités entre changement de statut de la Poste et privatisation que les Français croiront. L'Etat nous a déjà servi cette mauvaise soupe avec EDF, GDF, France Télécom, et nous en avons gardé le goût amer !

Enfin à ceux qui entendent dénoncer l'absence de valeur juridique de cette consultation, à ceux qui ont la mémoire un peu courte, je leur rappellerai que les Françaises et les Français avaient déjà dit non à l'Europe de l'argent et du profit à tout crin Je leur rappellerai que le 29 mai 2005, dans le cadre légal du référendum, l'expression populaire a été bafouée, n'a pas été respectée. Sortie par la grande porte, l'Europe libérale est revenue par la fenêtre à travers le traité de Lisbonne. Nous avions pourtant déjà dit non, trois fois non, à la privatisation des services publics, au démantèlement du code du travail, à la directive Bolkestein, à la dérive anglo-saxonne.

Copyright © Le Vénissian

Aujourd'hui, l'Etat doit enfin écouter l'expression populaire au lieu d'assigner au Tribunal Administratif les communes qui ont organisé la votation citoyenne.

- Ce soir, nous réclamons une Poste publique et nous pouvons la garder !
- Ce soir, nous voulons une justice sociale et territoriale et nous pouvons l'obtenir !
- Ce soir, nous réaffirmons notre volonté de maintenir et d'offrir un service de courrier distribué 6 jours par semaine à J+1 pour tous, quels que soient l'endroit où l'on habite et la nature des courriers.
- Ce soir, nous voulons une égalité territoriale sans tarif supplémentaire, des centres de tri dans chaque département pour éviter l'allongement des délais d'acheminement.
- Ce soir, nous voulons une continuité territoriale autour de toutes les activités postales : chaque citoyen doit avoir les mêmes droits dans son bureau de poste, en ayant la possibilité d'affranchir son courrier ou de retirer son argent, son mandat, en ayant accès à tous les services que la Poste offre à la population française.
- Ce soir, qu'il habite Neuilly ou qu'il habite Vénissieux, qu'il réside au fin fond de la Creuse ou dans les grandes agglomérations, qu'il soit retraité ou actif, qu'il soit chômeur ou cadre, nous voulons pour chacun une Poste publique à l'écoute des gens. Nous voulons une Poste publique avec des moyens humains et financiers, fière des services qu'elle sait si bien rendre. Nous voulons une Poste publique car nous ne sommes pas des clients, mais des citoyens responsables.
- Ce soir, nous voulons une Poste publique car nous vivons dans une République, unie et indivisible. Car sans services publics, peut-on encore parler de République ?

Cette intervention citoyenne dans le débat et les grandes orientations de notre pays doit devenir la pierre de base, le socle d'un grand mouvement populaire, de reconquêtes sociales, pour la défense de tous les services publics, pour des conditions de travail décentes des salariés, des travailleurs, des employés de notre pays, pour la défense du pouvoir d'achat des Français.

L'unité des partis de gauche, des associations et syndicats, des forces citoyennes et progressistes doit se prolonger dans les nombreuses luttes qui nous attendent. La Poste est notre propriété, elle doit le rester ! Son destin est entre les mains de chacun d'entre nous et nous pouvons ensemble faire reculer le gouvernement. Ce serait alors le premier échec d'une privatisation depuis 1986.

Ce soir, gardons l'espoir car tout, je dis bien tout est à nouveau possible ! Il faut poursuivre ce combat ensemble, pour stopper net la liquidation de notre héritage social et de nos acquis !

Copyright © Le Vénissian